

Le banquier Armand Gommès : de la « myopie au désastre » à l'aveuglement intellectuel

Comment un banquier bien établi peut-il faire preuve d'un aveuglement aussi étonnant, face à des événements dont l'importance ne devrait pourtant pas lui échapper.

par **Christophe LASTÉCOUÈRES***

Rédigés en quinze jours au mois de mai 1944 à Bagnères-de-Bigorre, une station thermale pyrénéenne, les *Mémoires* (1) d'Armand Gommès (1859-1950) constituent un matériau historique intéressant, en ceci qu'ils restituent au banquier une part de sa parole vive et permettent d'entendre « ses mots pour le dire ». Mais pour dire quoi ? De ce retour sur soi au cœur de l'exil – Gommès et une partie de sa famille ont dû quitter Bayonne, à la suite des mesures antijuives –, on s'attendrait à ce qu'il soit, justement, le lieu d'une reconstruction de tous les événements ayant conduit à l'éviction de la communauté juive de l'espace économique et civique. On en attendrait aussi, que, même dispersés dans l'écriture de soi, se fassent entendre quelques échos de la seconde révolution bancaire, qui a laminé la banque provinciale à partir de la fin du XIX^e siècle. Mais il n'en est rien. Non qu'Armand Gommès n'abordât pas la vie des affaires. Mais, à aucun moment, il ne s'efforce d'analyser les causes réelles du déclin de son établissement, ni, *a fortiori*, celles qui ont conduit, en deux décennies (1914-1935), à la ruine de l'ensemble de la banque bayonnaise, un groupe socioprofessionnel qui dominait l'économie de l'extrême sud-ouest de la France depuis deux siècles. Certes, Gommès, qui a vendu spontanément sa banque le 31 mai 1941 à la

Société bordelaise de crédit industriel et commercial, au terme d'un processus que l'on pourrait qualifier, en utilisant la taxinomie de Jean-Marc Dreyfus, d'« auto-aryanisation » (2), écrit exclusivement pour un public familial, auprès duquel il éprouve le besoin de se justifier. Mais on aurait tort de ne voir qu'un simple cas particulier, dans cette écriture narcissique, indulgente et parsemée d'omissions. La « carte mentale » d'Armand Gommès est bien celle de toute cette génération de banquiers familiaux et locaux qui disparaît durant la crise des années 1930.

Le métier de Gommès, comme celui de bon nombre de banquiers de province, consiste à « transformer » les fonds qui lui sont confiés sous la forme de dépôts en prêts durables, souvent sans provisionnement et, ce, moyennant un taux d'intérêt élevé. Une prise de risque qui a certes l'avantage d'améliorer temporairement le

* Université de Bordeaux III.

(1) Les *Mémoires* d'Armand Gommès sont inédits. Le texte de ces *Mémoires* a fait l'objet d'une mise en forme dactylographiée par le docteur Paul Marx, mari de l'une des petites-filles du banquier. Toutes les citations présentées dans cette communication ont été puisées à cette source.

(2) DREYFUS Jean-Marc, *Pillages sur ordonnances. Aryanisation et restitution des banques en France, 1940-1953*, Paris, Fayard, 2003, p. 79-85 et 119-123.

niveau de rentabilité de la banque, mais qui, par un effet boomerang, contribue tout aussi bien à le diminuer, les emprunteurs ne pouvant rembourser leur dette et satisfaire aux exigences de leurs charges d'intérêts qu'en contractant de nouveaux emprunts. L'inflation des crédits nourrit le surendettement des entreprises, en un cercle vicieux qui aboutit au déclenchement d'une crise financière – c'est le mécanisme décrit par l'économiste américain Hyman Minsky (3). Ainsi la Banque Gommès se trouve-t-elle en situation de grand danger, à deux moments de son histoire, en 1920-1922 et en 1931-1935. Comment expliquer le fait que les banquiers provinciaux anticipent de façon exagérément optimiste la rentabilité de leurs projets ? Les expli-

cations avancées par la théorie économique suffisent-elles à rendre compte d'une telle imprudence ? La lecture d'une source aussi intime que l'autobiographie de Gommès, en contrepoint des autres documents laissés par le banquier durant sa carrière (4), permet de donner un commencement de réponse à ces deux interrogations. Il ne peut s'agir, ici, de relever la preuve d'un échec programmé d'Armand Gommès. Cette construction téléologique serait d'autant plus irrecevable qu'il est, par nature, impossible de démontrer *a priori* – *ex ante*, disent les économistes – le caractère excessif d'une prise de risque, correspondant à des crises dont la probabilité demeure inconnue. Il ne s'agit pas, non plus, de lire cette autobiographie en projetant sur elle nos



© KEYSTONE-France

« La « carte mentale » d'Armand Gommès est bien celle de toute cette génération de banquiers familiaux et locaux qui disparaît durant la crise des années 1930 ». Foule devant la bourse de Paris le jeudi 24 octobre 1929, jour du crash de Wall Street.

quoi cette géographie mentale compose un territoire personnel aux frontières incertaines, car procédant d'un tuilage de schémas qui ressortissent à différentes échelles. Comment Gommès perçoit-il son entreprise ? Son environnement socioprofessionnel ? Son métier de banquier ? A travers la réponse apportée à ces différentes questions, il s'agit de reconstituer la « boîte à outils » d'Armand Gommès, qui est une des clés, mais une des clés seulement, qui permettent de comprendre son échec et, du même coup, les échecs analogues. A défaut d'avoir « les mots pour le dire », les banquiers locaux ont-ils les bonnes lunettes pour voir le monde ?

propres catégories intellectuelles, ni de l'interroger avec les mots du présent (en l'occurrence, à la lumière des normes de l'économie bancaire et d'un *corpus* de règles prudentielles apparues au cours de la Seconde Guerre mondiale, soit bien après la chute de la maison Gommès). Il s'agit encore moins de porter un jugement moral sur la gestion de Gommès, ce qui reviendrait à condamner l'histoire des entreprises à fluctuer entre *success story* et *failure story*. Il s'agit non pas de juger, mais de comprendre, en mettant en lumière la manière dont un banquier de province s'approprie un certain nombre de représentations, qui orientent quotidiennement son action et finissent par dessiner sa vision du monde. Ce faisant, il s'agit aussi de montrer en

(3) MINSKY Hyman P., *La structure financière : endettement et crédit*, in BARRÈRE A. (dir.), *Keynes aujourd'hui : théories et politiques*, Paris, Economica, 1985, p. 309-328.

(4) Il s'agit de la correspondance échangée entre Gommès et la Banque de France. Voir Archives de la Banque de France (ABdF), *Dossier banque Jules Gommès & Cie, 1921-1942*.

GOMMÈS ET LA CRISE : « MYOPIE AU DÉSASTRE » ET PULSION DE SILENCE

Durant la récession de 1920-1922, la banque Gommès subit deux types de chocs (5) : un choc de crédit, qui se traduit par la défaillance de clients importants – sur les 23,7 millions de comptes débiteurs au 31 décembre 1920, environ 3,5 millions de francs perdus ou immobilisés (15 %), ce qui représente un gros sacrifice pour une banque dont le bilan total s'établit à 29,7 millions ; un choc de trésorerie qui résulte d'une ruée sur ses guichets, de juin à septembre 1921, puis au début de 1922, les dépôts à vue et le bilan total chutant respectivement de 45 et 42 %, entre 1920 et 1923. En 1931-1935, la banque se trouve exposée à des risques comparables, sinon plus graves (6) : sur les 14 millions de francs de comptes débiteurs inscrits au bilan de 1934, 8 millions (57 %) peuvent être considérés comme perdus ou fortement immobilisés, une anémie qu'accroissent encore deux *runs*, en 1931 et en 1935, qui se traduisent par la disparition de la moitié des déposants entre 1930 et 1935 – le bilan s'établissant à 22,9 millions en 1935, soit un niveau très inférieur à celui qui était le sien en 1920.

A deux moments clés de sa vie de banquier, Armand Gommès a donc été incapable d'anticiper le retournement de la conjoncture. Un tel jugement mérite cependant d'être nuancé, car les aléas qu'il doit affronter sont, par nature, difficiles à prévoir, surtout s'ils se manifestent simultanément. De toute évidence, la très faible fréquence des chocs joue un rôle prépondérant dans l'excessive exposition aux risques de la banque Gommès. En 1920, en effet, le dernier *run* subi par une banque bayonnaise remonte à 1914, un choc dont le souvenir a été effacé par la guerre et, surtout, par l'embellie de l'immédiat après-guerre (1919-1920). Du reste, dans son autobiographie, Armand Gommès ne souffle mot de ce *run*, ni de sa principale victime, la banque Salzedo, pourtant dirigée depuis sa fondation, en 1818, par une autre grande famille juive de Bayonne (7). C'est une situation analogue qui prévaut en 1931, où la croissance des années 1920 a gommé le souvenir de la récession de 1920-1922. Aussi Armand Gommès n'a-t-il jamais rationné le crédit, refusant tout malthusianisme dans ce domaine. Cette attitude est emblématique de « l'économie du découvert, [qui] se tapit dans les profondeurs de la province (8) ». La situation de Bayonne ne diffère en rien de celle qui prévaut sur d'autres places bancaires, petites (comme celles de Charleville-Mézières, Besançon, Verdun, Elbeuf, Bourg-en-Bresse et Cognac), ou grandes (comme celles

de Grenoble, Mulhouse, Strasbourg, Nancy, Le Havre, Rouen, Roubaix, Nantes, Bordeaux et Marseille).

Pour comprendre les mécanismes de cette exposition aux risques, il est possible de recourir à la théorie économique, et notamment à l'hypothèse d'une « myopie au désastre (9) » (ang. *disaster myopia*), que Jack Guttentag et Richard Herring, les deux chercheurs américains qui l'ont formulée, définissent comme « la tendance à sous-estimer les probabilités de chocs (10) ». Plusieurs « heuristiques » (ou modes de raisonnement simples), utilisées d'ordinaire par les spécialistes de psychologie sociale pour caractériser le comportement humain en situation d'incertitude, servent de base à cette hypothèse. Ainsi, Guttentag et Herring se servent de l'« heuristique de disponibilité » pour montrer que la probabilité subjective de la survenue d'un événement rare baisse, au fur et à mesure que le souvenir d'un tel événement s'efface. Lorsque la probabilité d'occurrence de cet événement tombe au-dessous d'un certain seuil, dit « seuil heuristique », elle finit même par être considérée comme nulle. C'est ce qui se passe, en 1920, quand Gommès et ses collègues ouvrent les vannes du crédit, sans avoir un seul instant l'impression d'accepter un niveau de risque plus élevé que d'habitude. D'ailleurs, la récession est tellement brève que les banquiers la considèrent comme un banal repli cyclique (dans ses *Mémoires*, Armand Gommès n'en parle même pas).

L'insouciance qui prévaut en 1920 ne peut, en revanche, être invoquée en 1931. Deux paniques s'étaient succédées, entre novembre 1930 (chute de la banque Adam, à Boulogne-sur-Mer) et novembre 1931 (chute de la banque Charpenay, à Grenoble, crise de la Banque nationale de crédit...), qui auraient dû amener les banquiers provinciaux à se montrer plus prudents.

Pourtant, en dépit d'indicateurs fiables, ils ne modifient pas leur comportement. Cette « déréalisation » des dangers liés à une inflation de crédits met en lumière l'existence d'une troisième heuristique, appelée « dissonance cognitive (11) », qui se caractérise par un « biais d'auto-complaisance ». Mais alors que la plupart des banquiers perçoivent la crise sur le mode d'une simple dénégation, en cédant volontiers, comme en 1920, à « l'illusion d'une récession brève (12) », Gommès, lui, se comporte comme si elle n'existait pas. Non qu'il ne perçoive pas cette récession et ses conséquences désastreuses, mais, précisément, la perception en est trop douloureuse pour qu'il puisse l'assumer. Il lui faut alors concilier son déni de la crise et son besoin de justifier

(5) LASTÉCOUÈRES Christophe, *Les feux de la banque. Oligarchie et pouvoir financier dans le Sud-Ouest (1848-1941)*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 2006, p. 348-359, 472-493 et 601-603.

(6) *Ibid.*, p. 494-515 et 605-607.

(7) *Ibid.*, p. 342-348.

(8) BONIN Hubert, *Les banques françaises de l'entre-deux-guerres*, t. 2, *Les banques et les entreprises*, Paris, Plage, 2000, p. 313.

(9) GUTTENTAG Jack M. et HERRING Richard J., *Credit Rationing and Financial Disorder*, *The Journal of Finance*, vol. 39, n° 5, décembre 1984, p. 1359-1382.

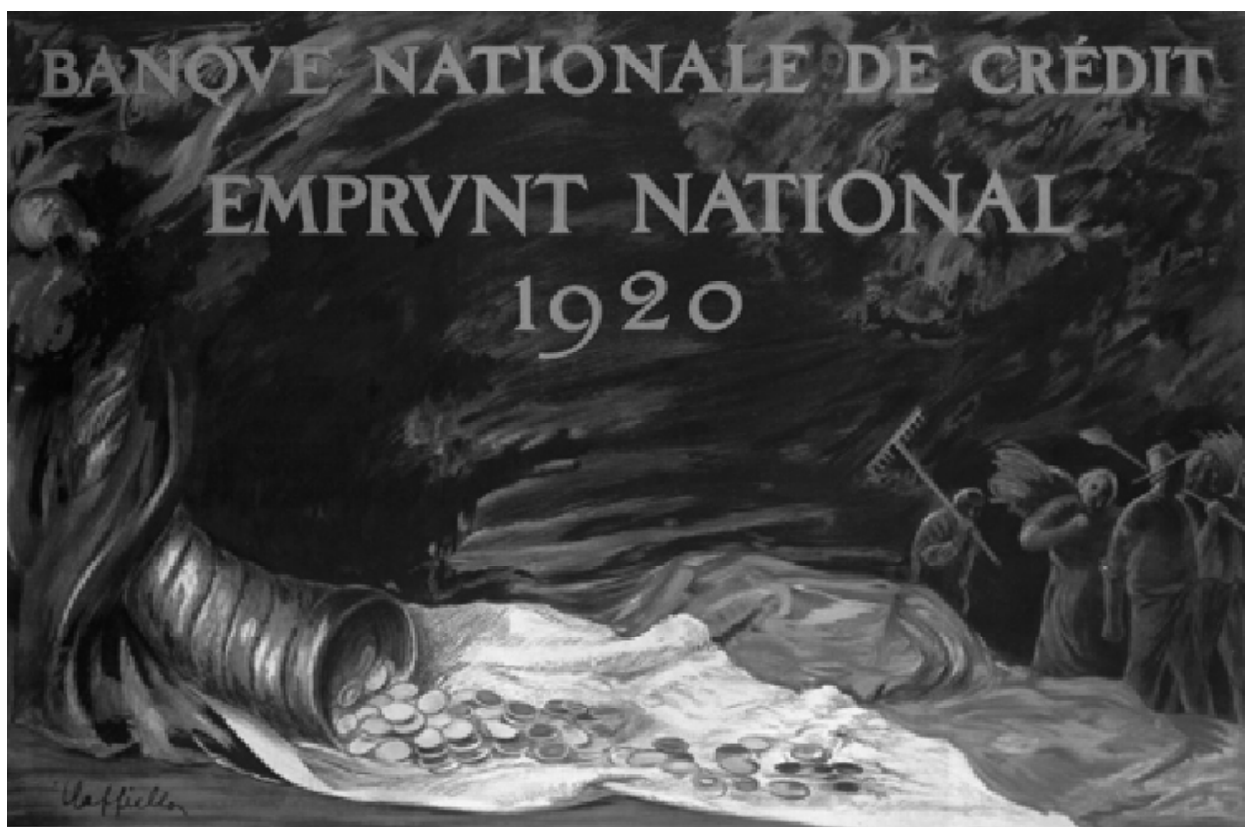
(10) GUTTENTAG Jack M. et HERRING Richard J., *Disaster Myopia in International Banking*, *Essays in International Finance*, n° 164, septembre 1986, p. 4.

(11) Voir, à ce sujet, LAHET Delphine, *Les crises financières : mécanismes de déclenchement et de contagion*, E-Theque, janvier 2003, <http://www.numilog.com>

(12) BONIN Hubert, *op. cit.*, p. 329.

ses erreurs de gestion – un compromis qu'il n'obtient, dans ses *Mémoires*, qu'au prix d'une déformation de la réalité : « Après une série de belles années, je décidai, vers 1925, de transformer notre maison en société anonyme, au capital de dix millions. [...] Cependant, les exercices qui suivirent furent éprouvés par des pertes sérieuses, consécutives aux nombreuses défaillances amenées par les conséquences à retardement de la guerre et les dividendes s'en ressentirent. » Ici, le voile du discours se déchire aisément, laissant apparaître le traumatisme de la réalité. Car c'est bien de la crise que

la prise de risque, c'est parce qu'ils croient disposer, à travers le refinancement de la Banque de France, d'une garantie de sauvegarde illimitée. Gommès, comme d'autres, s'appuie sur la béquille du réescompte pour assurer la liquidité de ses opérations : entre 1930 et 1935, ses remises représentent en moyenne 51 % des engagements de la succursale de Bayonne. Mais, alors que la plupart des banquiers voient dans le réescompte un appoint ponctuel, Gommès le considère comme permanent. Il finit même par s'identifier à la Banque de France et à sa succursale locale, au conseil de laquelle



© Leonetto Cappiello ©ADAGP 2009. Ph. © Coll. Perrin/KHARBINE-TAPABOR

« L'insouciance qui prévaut en 1920 ne peut, en revanche être invoquée en 1931, qui voit notamment la crise de la Banque Nationale de Crédit ». *Affiche de 1920 pour l'Emprunt National de la Banque Nationale de Crédit. Illustration de Leonetto Cappiello (1875-1942).*

parle Gommès. Ce n'est pas, en effet, en 1925 qu'il transforme sa banque en société de capitaux, mais le 1^{er} janvier 1930, à l'aube de la crise, une réalité qu'il ne peut ignorer (13). Ce décalage de cinq années lui permet cependant de justifier les pertes enregistrées au cours des exercices suivants en les mettant sur le compte de la Grande Guerre, un événement indépendant, par définition, de sa volonté.

Les mécanismes de défense peuvent varier d'un banquier à l'autre, ils n'en révèlent pas moins le refus d'admettre la réalité de la crise jusqu'à une date avancée, celle-ci n'étant pas « dans les têtes » avant janvier 1932. Si les banquiers provinciaux en viennent à « déréaliser »

des membres de sa famille siègent depuis 1859. Ce mécanisme d'identification affleure, dans ses *Mémoires*, quand, évoquant sa propre présence au conseil – son mandat commence en 1899 –, il affirme qu'« [il] y est resté jusqu'à ce que, en 1942, [il] ait été obligé de démissionner, par ordre de l'occupation allemande. » C'est pourtant en février 1937, et non en 1942, que Gommès doit abandonner ses fonctions, lorsque la banque, désireuse de jouer son rôle d'instance régulatrice, se sépare de tous ses administrateurs issus des métiers de l'argent (14). Autre exemple, donc, de déformation de la réalité, de la part d'un banquier qui cherche à justifier ce qu'il perçoit comme un échec en le faisant passer sur le compte des autorités d'occupation.

(13) LASTECOUCERES Christophe, *op. cit.*, p. 480-483.

(14) *Ibid.*, p. 509-513.

Pourtant, le départ de Gommès du conseil de la succursale de Bayonne ne modifie pas le comportement de la banque à son égard : elle continue de l'épauler, ainsi que ses confrères, au nom d'un équilibre des structures bancaires, qu'elle entend défendre ; c'est là une attitude qui ne contribuera pas peu à faire de l'économie bancaire provinciale un lieu « déréalisé ».

L'imprudence des banquiers renvoie donc à deux formes d'optimisme : l'une, sincère, bien perceptible en 1920 ; l'autre, irresponsable, très visible en 1931. Mais cet excès d'optimisme traduit, au fond, un seul et même principe d'action, principe dominant et comme incorporé dans l'esprit des acteurs du monde bancaire : la capacité de l'offre de crédit à créer sa propre demande. Belle illustration, en somme, de la perception de l'économie à travers les lunettes de la loi de Say, ces verres grossissants que chaussent tous les banquiers de province dans la première moitié du siècle. Au total, le schéma explicatif proposé par Guttentag et Herring repose, en dépit des méthodes utilisées, sur le principe de la rationalité des acteurs. Soucieux de maximiser le revenu de leurs investissements, dans un contexte de forte concurrence, les banquiers de province optent pour les opérations les plus risquées et ils minimisent les coûts de l'information préalable nécessaire à ces opérations. Mais la « myopie au désastre » n'est-elle dictée que par des calculs économiques ? On peut en douter.

GOMMÈS PÈRE ET FILS : DES LUNETTES QUI TRANSFIGURENT LA RÉALITÉ, DES MOTS ENCHANTEURS

À côté de déterminants purement économiques, d'autres déterminants, sociaux et culturels, jouent un rôle essentiel dans le déclenchement de la « myopie » des banquiers. Ils expliquent à coup sûr la persistance d'une attitude optimiste en 1920 et 1931. Armand Gommès, comme tous les acteurs bancaires, est en effet inséré dans des structures psychiques et sociales qui façonnent sa manière de déchiffrer la conjoncture économique et conditionnent ses possibilités d'action.

La dynamique d'exercice du pouvoir au sein de l'entreprise illustre le caractère contraignant des structures sociales dans lesquelles la banque est insérée. C'est ce dont témoignent les *Mémoires* d'Armand Gommès, qui se distinguent par l'omniprésence de la relation de domination que le père impose à son fils. Telle est la première paire de lunettes personnelles, à travers laquelle le banquier voit le monde. Il vit dans l'admiration de son père, « cette figure si grande et belle », un homme que la vie a doté « d'une vive intelligence et d'une grande puissance de travail ». Et le fils de dresser le *curriculum vitae* du père, Jules (1820-1910), de son entrée précoce (à l'âge de 11 ans) dans la vie active – il est alors commis chez le receveur de l'Enregistrement

– à son entrée dans le monde du négoce (à l'âge de 13 ans), comme simple employé chez un coreligionnaire marchand de tissus, dont il reprend l'affaire en 1843 (à 23 ans), sous la raison sociale Jules Gommès & Cie. Puis c'est la fondation d'une succursale en Espagne (en 1848-1849), dont il abandonne la direction à un cousin (en 1858), pour mieux se consacrer à la maison mère bayonnaise, qu'il transforme en banque, au milieu des années 1870. Ce portrait est très convenu, le récit étant construit en fonction d'une intention globale, d'une logique à la fois rétrospective et prospective : la mise en lumière du génie paternel.

Aux yeux d'Armand Gommès, en effet, Jules incarne le type même du banquier. Revenant, dans son autobiographie, sur sa profession, il affirme « l' [avoir] exercée avec goût et conscience, sans avoir le feu sacré de [son] père ». Car qu'est-ce qu'un bon banquier, sinon un homme dont le pouvoir repose sur la foi que les autres acteurs économiques ont dans sa signature ? N'est-il pas capable de transformer un vulgaire découvert en papier « bancable », c'est-à-dire négociable à la Banque de France, un argent immobilisé en argent liquide ? Et comment opère-t-il cette transsubstantiation, sinon par l'apposition de sa griffe – un terme parfois utilisé par l'inspection de la Banque de France pour désigner son endos –, dans laquelle il mobilise tout son capital social ? Bref, le portrait que Gommès fait du banquier évoque moins la figure du technicien que celle du magicien de Marcel Mauss (15) ou de l'artiste, dont la compétence réside, selon Pierre Bourdieu, dans la capacité à « faire exister complètement quelque chose qui était déjà là, dans l'attente même de son apparition, et de le faire exister tout à fait autrement, c'est-à-dire comme une chose sacrée, comme objet de croyance (16) ». Les sociétés de crédit font-elles, d'ailleurs, autre chose que contester aux banques privées le monopole du sacré en banque, en substituant, au pouvoir archaïque de la griffe, le pouvoir moderne d'une monnaie scripturale en cours de consécration ?

Si le banquier possède un pouvoir créateur, la question de la transmissibilité d'un tel pouvoir demeure en suspens. Peut-on vraiment succéder à un père ayant le « feu sacré », en faisant son métier avec « goût et conscience » ? Pourtant, Armand Gommès s'efforce, dans ses *Mémoires*, de rendre plausible cette succession, en y brossant les deux portraits, symétriques, du père et du fils. Recherchant l'analogie avec la figure paternelle du banquier créateur, il s'y dépeint sous les traits d'un banquier artiste : « J'ai toujours eu des goûts qui ne me permettaient pas d'être absorbé par les affaires. Lettres, arts, musique, peinture, livres m'ont toujours attiré et je leur ai dû les impressions les plus vivement ressenties. » Et Gommès de recevoir dans sa demeure de « Mont Carmel » les plus grands pianistes français de

(15) TAROT Camille, *Sociologie et anthropologie de Marcel Mauss*, Paris, La Découverte, 2003, p. 44-46.

(16) BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, rééd. 2002, p. 163.

l'époque – son « vieil ami » Francis Planté, Edouard Risler, « qui passa trois jours chez [lui], où [il] était seul » et, *last but not least*, l'immense Gabriel Fauré – ou de revendiquer son statut de mécène auprès « de la belle équipe de jeunes peintres à laquelle a donné naissance l'influence du grand maître Léon Bonnat ». Mais un tel portrait ressemble davantage à celui d'un collectionneur qu'à celui d'un artiste. A propos de sa « belle bibliothèque », ne précise-t-il pas, du reste, qu'« [il] s'était plu [...] à en faire, avec soin, durant de longues soirées, le catalogue par fiches » ? Certes, Gommès essaie bien de se donner un talent littéraire, se souvenant, au cœur de l'exil, de l'éloge qu'il avait prononcé, en 1935, lors des funérailles de son ami avocat et journaliste Paul Lespès, discours « dont on voulut bien [lui] demander le texte ». Mais cette prose est surtout celle, narcissique, de l'écrivain qui se regarde écrire.

Autre preuve de narcissisme : le personnage proustien qu'il compose de lui-même. Rien n'y manque : les études au lycée Condorcet, la maladie, la mélancolie, qui, dans son cas, conduit à une tentative de suicide, la passion des salons parisiens, et jusqu'à l'homosexualité latente (17). On pourrait croire que cette écriture mimétique a pour but de justifier des erreurs de gestion, Gommès estimant sans doute que la confusion introduite entre le champ bancaire et le champ artistique lui permet d'agir à l'intérieur d'un monde économique renversé, où l'échec n'apparaît jamais comme irrémédiable. Mais cette identification proustienne ne traduit-elle pas, aussi, son besoin de se distinguer du modèle paternel, tout en l'imitant ? Car Jules est un *self-made man* qui n'a pas fait d'études et ne manifeste aucun intérêt pour certains rituels de la bourgeoisie – Armand se souvient d'un père « [dormant] profondément au fond de la loge baignoire » durant la saison théâtrale à Bayonne. En se composant un personnage conforme à la figure proustienne du neurasthénique raffiné, Armand cherche à se différencier de Jules. En avouant ses pulsions suicidaires, en revanche, il a la velléité de considérer son père comme un obstacle à la réalisation de ses désirs, c'est-à-dire, si l'on suit le schéma freudien, à sa propre accession à la fonction de père. Avant sa tentative de suicide, Armand n'écrit-il pas une lettre à Jules « lui disant [sa] résolution et lui demandant pardon » ? Cependant, ce refus du père est très vite refoulé, la logique différenciatrice qui le sous-tend s'écroulant d'elle-même : l'identification à un personnage proustien, grossière – Gommès, peu sensible aux effets de « déréalisation » en littérature, choisit une figure très éloignée de son tempérament sanguin – se

déchire, au profit d'une vénération absolue pour le modèle paternel.

Les *Mémoires* d'Armand Gommès ne feraient que dire, au fond, l'incapacité d'un fils à remplacer un père, perçu comme irremplaçable. A plusieurs reprises, Armand y évoque la distance, infranchissable, qui le sépare de son père : « Pour moi, il a été, depuis ma naissance jusqu'à sa mort, l'appui le plus puissant et le plus tendre. Ma venue, après trois filles, lui avait été une grande joie. Elle s'est traduite par la plus complète des affections paternelles. Il m'a toujours comblé de sa bonté et de ses bienfaits, faisant de moi l'enfant, puis l'homme, le plus heureux, m'associant à lui, dès que j'ai eu l'âge voulu, et s'oubliant pour moi de la manière la plus touchante. La tendresse et l'amour filial dont je lui ai témoigné n'ont été qu'une preuve bien infime de ma reconnaissance. Jamais je n'aurai pu assez faire pour lui. [...] Le très peu que j'ai pu être et faire, je ne le dois qu'à lui ; je n'ai valu que par lui et par le nom qu'il m'a laissé. Heureux, si j'ai pu ne pas le déprécier. » La preuve est faite : chez Gommès, le « Nom-du-Père », pour reprendre la terminologie de Jacques Lacan (18), exprime la puissance paternelle. Pourtant, les mécanismes de la relation père-fils sont plus complexes que ce que ne le laisse supposer une lecture anthropologique ou psychanalytique.

Ce n'est qu'en articulant entre elles plusieurs grilles de lecture qu'il est possible de démonter ces mécanismes. Il y a d'abord ce qu'en dit l'historien, attentif à la place centrale qu'occupent les notions de génération et de domination dans les relations entre Armand Gommès et son père. C'est la « joie » éprouvée par Jules, qui, à 39 ans, goûte le bonheur d'avoir une descendance masculine garantissant la pérennité de son établissement (19). Armand fait ses débuts à la banque en 1880, à 21 ans. Le 31 décembre 1885, à la mort de son oncle Isidore, frère cadet de son père, il est officiellement associé aux affaires, la banque Gommès devenant une société en nom collectif, pour une durée illimitée, entre le père et le fils – une formule juridique qui prévaut, jusqu'au passage à l'anonymat, en 1930. Dans ses *Mémoires*, Armand Gommès affirme avoir dirigé la banque à partir de 1900, mais il y a tout lieu de penser que ce n'est qu'à la mort de son père qu'il a pu réellement exercer de telles fonctions. Son arrivée à la tête de l'établissement familial intervient, quoi qu'il en soit, à un âge avancé, entre 41 et 51 ans. La Banque Gommès repose donc sur une forte hiérarchie interne, qui fait penser au modèle des sociétés « à maison », dont l'idéal de continuité lignagère s'exprime non seulement à travers un mode successoral inégalitaire – la banque et la

(17) Armand Gommès est élève au collège Sainte-Barbe, de 1872 à 1876. A la fin de 1875, alors qu'il est en classe de rhétorique, il souffre de violentes névralgies, d'ailleurs soignées par Charcot en personne. Puis, en juin 1876, « une passion exagérée pour un camarade » – dont il donne l'identité – le plonge « dans un état moral très déprimé », qui le mène au bord du suicide. Il ne rejoint Condorcet qu'à l'automne 1876, en classe de philosophie.

(18) PORGE Erik, *Les noms du père chez Jacques Lacan. Ponctuations et problématiques*, Ramonville Saint-Agne, Erès, 1997.

(19) Un fils unique, Armand étant le quatrième enfant (né en 1859) d'une fratrie de cinq membres, dont quatre filles.

demeure familiale font partie du lot d'Armand – mais encore à travers l'autorité du chef de famille (20).

Or, depuis longtemps, la sociologie s'intéresse aussi à ce type d'organisation, pour mettre en valeur son caractère très contraignant. Les rapports de domination entre la génération des fondateurs et celle des héritiers sont marqués par une telle violence qu'il est nécessaire de les transfigurer, voire de les « enchanter », pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu (21). Ainsi Jules Gommès s'efforce-t-il de transformer la relation d'autorité objective qu'il entretient avec son fils en « appui » et « bienfaits », mais aussi en « bonté » et « affection » : « Mes parents ne se séparaient jamais de moi », se souvient Armand, qui aimait, enfant, assister à la toilette de son père. Le fils, de son côté, transforme la dette qu'il contracte à sa naissance à l'égard du père – qu'est-ce donc, que cette « reconnaissance » qu'il couche sur le papier, sinon une reconnaissance de dette ? – par une « tendresse » et un « amour » qui expriment une véritable piété filiale. Tel est le miracle opéré par le récit autobiographique : transfigurer par le verbe tous les conflits endogènes (relations de domination économique et rivalités intergénérationnelles) en monde irénique.

Dans les actes, l'échange de dons est ce qui caractérise sans doute le mieux cette alchimie transfiguratrice. Les *Mémoires* d'Armand Gommès en fournissent plusieurs exemples, mais aucun n'a la valeur symbolique de celui du 7 janvier 1876. Ce jour-là, Armand Gommès blesse par inadvertance son précepteur, lors d'une partie de chasse. Jules Gommès propose alors à la victime un arrangement, qu'il met lui-même en forme : il convainc la victime de s'en remettre à l'arbitrage de notabilités extérieures au litige. Puis, au moment où les experts rendent leur avis, proposant un dédommagement dont ils fixent le montant à 15 000 francs – une somme importante, à l'époque –, Gommès père prend, sous les yeux de son fils, son carnet de chèques et remet à la victime un chèque de 40 000 francs. Armand Gommès conclut lui-même cet épisode, qui constitue un tournant dans son existence : « Ces messieurs n'en revenaient pas et ne savaient pas comment féliciter mon père de son geste. J'ai toujours senti que mon père, avec sa bonté habituelle, avait surtout fait cet acte généreux pour atténuer le chagrin que m'avait causé cet accident. » A ceci près que la transaction la plus importante se situe moins dans la justice éclairée de Jules Gommès que dans la façon dont celui-ci transfigure la relation de domination en « bonté ». Si Gommès *senior* accorde sa protection, c'est en contrepartie de la soumission de son fils. Mais, par un formidable procédé d'euphémisation, il parvient à nommer l'innommable

(20) LASTÉCOUÈRES Christophe, *Jules Gommès ou la troisième signature de toute une région. La plus grande banque locale de Bayonne face à l'installation des sociétés de crédit (1880-1914)*, in LESCURE M. et PLESSIS A. (dir.), *Banques locales et banques régionales en France au XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 92-93.

(21) BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Le Seuil, 1994, p. 173-211.

en évaluant lui-même, en public, la valeur marchande de son unique héritier, une valeur immédiatement refoulée au profit d'un « acte généreux » bouleversant. Il n'est pas surprenant qu'Armand se souvienne, près de soixante-dix ans plus tard, de cet événement qui lui a fait comprendre qu'il représentait une grande valeur aux yeux d'un père dont il fait lui-même le parangon de l'excellence. « Je n'ai valu que par lui », affirme le fils Gommès qui, ici, refuse l'emploi de l'euphémisme pour dire objectivement la vérité. S'il est important, pour un fils, de compter aux yeux de son père, il est important, pour un père, de savoir que son fils ne se mesurera jamais à lui. Dans le cas des Gommès, le père impose la relation de domination avec d'autant plus d'efficacité que le fils en reconnaît la légitimité et, que, par là-même, il s'en rend complice. Toutefois, c'est au seul profit du père que s'exerce le processus de violence symbolique. L'épisode de l'accident de chasse acquiert, rétrospectivement, le statut d'événement inaugural dans la transfiguration de la relation père-fils. La « faute » du fils y est configurée en maladresse, que le père peut racheter au-delà de son prix, transformant ainsi la dette du fils en cadeau. Cette leçon sert aussi de base à la première initiation du fils par le père, propice à toutes les « déréalisations » ultérieures : la banque y est perçue comme en permanence capable de renverser des rapports économiques *a priori* défavorables. Ce faisant, Gommès père renvoie son fils dans une jeunesse irresponsable. Cette déresponsabilisation se poursuit en 1885, le père associant le fils à ses affaires, lorsque celui-ci atteint « l'âge voulu », c'est-à-dire l'âge voulu *par lui*, en fonction d'un critère défini par lui seul : le décès de son vieil associé, son frère Isidore. Loin de limiter sa compétence au contrôle du *cursus* de son fils, Gommès père est encore celui qui définit le passage d'une catégorie d'âge à l'autre, afin d'éviter tout risque de télescopage entre générations. Comme l'entrée dans l'âge adulte correspond à une prise de responsabilité dans l'entreprise, cette entrée ne s'effectue que tardivement, au terme d'une longue période d'adolescence. Aussi Armand a-t-il l'impression d'être passé sans transition de l'« enfance » à l'âge d'« homme », l'adolescence étant dissoute dans une enfance se prolongeant, indéfiniment.

Sans doute Gommès *junior* espère-t-il exercer le même pouvoir de violence symbolique à l'égard de son fils, Marcel, né en 1886. A la lecture de ses *Mémoires*, on est, en effet, frappé par l'homothétie entre les rapports Jules-Armand et les rapports Armand-Marcel. Parlant de son propre fils, Armand affirme : « Je lui donnai toutes les joies que j'avais connues moi-même, tendresse de ses parents, éducation soignée, et tous les plaisirs sains. [...] Il me demanda de le prendre à la Banque. Je ne demandais pas mieux [...]. » Mais cette reproduction des générations se brise sur les aléas de la vie : le 2 janvier 1911, Marcel décède, brutalement, à 24 ans. C'est la première mort – sociale – d'Armand, qui, ce jour-là, doit faire deux deuils : la perte de son unique fils et celle de son statut de père, car, désormais,

il sait que sa vie n'aura pas la même consistance que celle de Jules : « Marcel, sur qui reposait notre vie, notre espoir, s'en allait, nous laissant [...]. Et ce fut la fin... ». Pour la deuxième fois, il se refuse à employer un euphémisme.

En 1911, Armand Gommès est seul à la tête de son établissement. Longtemps confiné dans une jeunesse qui le met hors-jeu socialement, il a l'impression d'avoir payé sa dette vis-à-vis de la génération fondatrice. En outre, il n'a plus d'héritier légitime et cette lacune pèse considérablement sur son action. Pire que tout, il vit dans un monde économique « déréalisé », et même renversé, dans lequel la faute et l'échec, perçus comme rachetables, sont gommés. Autant de facteurs qui peuvent expliquer son défaut de vision, en 1920 et en 1931. Chaussant des lunettes très personnelles, montées sans verres correcteurs, Gommès ne voit rien venir : c'est la « myopie au désastre ». Mais, chez les Gommès, le chef ne travaille pas uniquement pour son successeur ; il le fait aussi pour sa famille, la piété filiale se dédoublant en piété familiale.

GOMMÈS ET LES SIENS : ENTRE PSYCHÉ FAMILIALE ET MYTHE SOCIAL

« Rarement, je crois, une famille présente pareille union et pareille confiance ». C'est ainsi qu'Armand Gommès évoque la manière dont s'est effectuée la liquidation de l'héritage paternel. C'est aussi, pour lui, une manière d'évoquer la deuxième paire de lunettes personnelles avec laquelle il déchiffre le monde. A ses yeux, la cohésion familiale importe plus que la fortune, car la seconde n'existerait pas sans la première. Naître au sein de la famille Gommès, comme d'ailleurs y entrer, revient, en effet, à en reconnaître les enjeux fondamentaux : la conservation, l'accumulation et la transmission d'un vaste capital, que l'on peut qualifier de « symbolique », car les éléments immatériels qui le composent (un capital social relationnel et diverses « croyances », telles que l'honneur, le prestige ou le nom) comptent autant que les éléments matériels. Certes, nul n'ignore qu'un tel capital peut faire l'objet de luttes intestines. Aussi, chez les Gommès, comme dans les grandes familles, l'accord collectif se referme-t-il sur la désignation d'un chef, qui reçoit, pour prix de son dévouement, le monopole de l'usage du nom. Ainsi, Armand Gommès prend figure de chef de famille et il exerce, à ce titre, le pouvoir de violence symbolique que détenait naguère son père. Les mots qu'il emploie, dans sa nouvelle fonction, servent, comme toujours, à transfigurer les relations économiques ; mais c'est lui, qui, désormais, écrit le mythe familial.

Armand Gommès incarne à merveille le dévouement absolu à la famille. En tant que dirigeant de l'entreprise familiale, il stipendie un nombre important de parents, sans être trop regardant sur leur compétence. Il embau-

che ainsi le fils cadet de son cousin Alfred, « un délicieux garçon, primesautier, très rhumatisant », qui finit par se suicider, en 1914. A propos du recrutement, en 1891, de son beau-frère Emile Léon, il confesse : « Je demandai à mon père de le prendre avec nous et, n'ayant su me refuser quoi que ce soit, il y consentit, sans beaucoup d'enthousiasme. » Au total, le sacrifice ne doit pas être négligeable, puisque la Banque de France parle, en 1935, d'un « personnel pléthorique » attaché à la gestion de 900 comptes à peine (22). Autre preuve de désintéressement, la protection du nom familial. Ici, le patronyme est plus celui du père que celui des aïeux, car c'est Jules qui est le véritable fondateur de la dynastie des Gommès. A propos de ses ascendants, Armand, du reste, se montre discret dans ses *Mémoires*, rappelant que ses grands-parents ont perdu « dans un commerce malheureux le peu qu'ils possédaient ». En fait, Jules aurait refusé de réhabiliter son père après la faillite de celui-ci (23), une posture au travers de laquelle il affirme sa volonté de créer sa propre hérédité. Bien que construit en une génération seulement, le patronyme n'en est pas moins glorieux, et Armand s'efforce de le défendre par tous les moyens, y compris en allant sur le pré. Il aura deux duels dans sa vie, dont un avec le député-maire de Bayonne, Joseph Garat. L'évocation qu'il fait de cette affaire montre comment l'honneur est devenu chez lui une disposition durable ou, pour reprendre la théorie de l'action de Pierre Bourdieu, une partie de son *habitus* : « [...] Etant en état de froid, un soir, à la mairie, en 1916, il me tendit sa main, que je refusai. Cela le rendit fou furieux et, brutalement, il me chassa de la mairie. Je sortis sans mot dire et, le lendemain, je lui envoyai mes témoins [...] (24). » L'attitude d'Armand Gommès est finalement emblématique d'une conception archaïque de la famille, perçue comme un univers social sacré, où les lois traditionnelles de l'économie – la conception classique d'un acteur autonome et rationnel – s'effacent, au profit de relations de confiance et d'échanges de dons. Cette « grammaire du monde » n'est pas propre à Armand. Elle est partagée par l'ensemble des membres de sa famille, au terme d'une programmation collective réalisée en quelques décennies à peine. Encouragé par ses parents à endosser la tunique de chef de clan, Armand Gommès reçoit, en échange, une rétribution symbolique : le monopole du capital détenu par sa famille et le pouvoir de violence symbolique qui lui est inhérent. L'usage de ce pouvoir lui permet de transformer l'obligation d'aimer en « esprit de famille », une disposition capable d'assurer la reproduction de liens familiaux élargis. L'art de recevoir, les mondanités, les rites religieux et le corporatisme sont les moyens qu'em-

(22) ABdF, Rapport d'inspection de la succursale de Bayonne, 7 juin-19 juillet 1935.

(23) LASTECOUCERES Christophe, *op. cit.*, p. 196-197.

(24) Le duel ne pouvant avoir lieu avant la fin de la guerre, l'affaire est remise en marche dès la conclusion de l'Armistice.

plie Armand Gommès pour construire l'institution et la légende familiales.

« On recevait pas mal, à Bayonne, dans nos familles [...] », avoue Gommès dans son autobiographie. C'est une litote. D'ailleurs, évoquant la vie à « Mont Carmel », la propriété acquise en 1858 par son père et devenue la demeure familiale – il finit par l'habiter en 1927 après en avoir hérité –, il précise que sa femme et lui y « [ont] bien vécu et reçu quantité de parents et d'amis ». Pour bien recevoir, il faut avoir été soi-même bien reçu, une disposition que Gommès a acquise durant son enfance et son adolescence parisiennes. Chaque réception, chaque repas est ainsi ritualisé. Ce sont les « déjeuners du samedi » chez ses grands-parents paternels et, pendant les deux mois de la saison estivale, les « déjeuners du dimanche » à « Mont Carmel », avec tous ses cousins. Ritualisés, également, les déjeuners du dimanche chez ses oncles Mayer, durant ses années de collège à Paris, entre 1872 et 1877. Ces Mayer, qu'il qualifie, avec le recul du temps, de « véritable famille où [il] [retrouvait] la [sienne] ». Car l'art de recevoir appartient à cette économie des échanges symboliques où le don est vécu comme gratuit, sans intention ni calcul de profit. Devenu adulte, Gommès reçoit avec prodigalité, ce qui le conduit, en retour, à être reçu partout, parfois par des parents occupant une position sociale bien plus élevée que la sienne. Telle cette Cécile Furtado-Heine, grand-tante de sa femme et épouse du banquier allemand Charles Heine et qui, en dépit de son insolente réussite, « resta toujours attachée à la famille de Bayonne, à laquelle elle faisait, en toute occasion, de beaux cadeaux [...] et dont tous les membres, quand ils allaient à Paris, trouvaient le plus agréable accueil dans le splendide hôtel de la rue de Monceau. » Certes, en dînant chez Madame Heine, une des tables de la Haute Banque, Gommès accepte un don inégal, qu'il ne pourra rendre *in specie*, mais il le fait au nom de la reproduction des règles du jeu familial, en s'efforçant, au passage, de dissimuler des rapports qui lui sont défavorables derrière une euphémisation de circonstance.

Autre activité sociale où se multiplient euphémismes et échanges de dons, les mondantités. Il n'est pas exagéré de dire qu'elles occupent une place essentielle dans la vie d'Armand Gommès. C'est en 1877, durant ses études, que Gommès commence son apprentissage des soirées mondaines : « Cette année-là [...], je sortis un peu, à Paris, et fis la connaissance du Monde dont j'avais, et [dont j'ai gardé plus tard] le goût. » Il se met à fréquenter les salons. A Paris, il hante celui de l'une de ses parentes, Adomina Salvador, qui est « recherché par la meilleure société » ; à Bordeaux, il court celui de Claire Brandam, dont le mari, Henri Gradis (1823-1905), chef de la prestigieuse maison de commerce du même nom, domine, depuis son château des Lauriers, à Lormont, la bonne société locale. Grâce à ce travail mondain, le jeune Gommès parvient à transformer le capital économique de sa famille en élégance et en raffinement : « J'ai toujours trouvé que [le monde] était une bonne école d'éducation ; la fréquentation de fem-

mes entraîne des habitudes de manières dont un jeune homme peut faire son profit. » Parvenu à l'âge adulte, Gommès devient un spécialiste des activités mondaines, auxquelles il consacre une grande partie de son temps et de son argent. Il use de ses relations pour intégrer les cercles parisiens. Son père lui-même n'avait-il pas l'habitude de « se [rendre] souvent à Paris, où il avait contracté et étendait les plus belles relations » ? Parmi les clubs qu'il fréquente, le Cercle artistique et littéraire de la rue Volney et, surtout, le Cercle de l'union interalliée, fondé en 1917 dans l'hôtel particulier d'Henri de Rothschild, rue du Faubourg Saint-Honoré. Certes, il n'est jamais simple, pour un provincial, de se frayer un chemin dans ces temples de la violence douce. Mais pour un banquier juif des confins de la France, entrer dans la « somptueuse demeure » des Rothschild, c'est à coup sûr accumuler un capital social, qui, le moment venu, pourra être converti en affaires. Les affaires sont également au cœur des stratégies matrimoniales. De tous les mariages qu'il évoque dans ses *Mémoires*, c'est celui de sa quatrième sœur, Julia, qui retient le plus l'attention d'Armand Gommès. Celle-ci épouse, en 1894, Louis Lion, un ingénieur, qui se fait rapidement une place dans le monde de la finance, à Paris (25). Gommès voit d'abord en lui le *self-made man*, le « polytechnicien ayant été au Tonkin », le banquier « attaché au vaisseau de la Banque de l'union parisienne, au conseil de laquelle il [est] appelé », jusqu'à sa mort en 1939. En somme : un modèle de réussite, propre à assurer la reproduction et l'élargissement du capital social de la famille. Mais cette réalité socioéconomique s'efface aussitôt derrière un gros travail d'euphémisation. Car, pour Gommès, Louis Lion, c'est aussi « l'homme le plus intelligent » de la famille, « n'admettant en tout que l'excellent, aussi difficile pour lui-même que pour les autres, droit jusqu'à la rigueur et ne permettant à personne une déviation de la ligne droite, quintessencié en tout [...] et aussi difficile pour sa table que pour le reste », bref une « nature d'exception, que, telle qu'elle était, [il] aimait fort et appréciait grandement ». Ainsi, par un vocabulaire enchanteur, les relations économiques qui se trouvent au centre de chaque union sont transformées en relations affectives. Cette mystification est à l'œuvre dans les mariages mêmes, qui, sous la plume de Gommès, sont transfigurés en « pulsions de famille ». Il n'y a pas d'unions à la sauvette, dans la communauté juive de Bayonne, mais de grandes fêtes destinées à renforcer la solidarité familiale, à l'occasion de l'intégration d'un nouveau membre. Ainsi, en 1881, du propre mariage d'Armand à « Huire », la propriété de ses beaux-parents – car la tradition est de convoler chez la fiancée – et son arrivée dans une famille dont le chef, Camille Delvaille, « n'ayant pas eu de fils, [l']avait adopté comme tel » ; ainsi, en 1869, du mariage de deux de ses sœurs aînées,

(25) BONIN Hubert, *La Banque de l'union parisienne (1874/1904-1974). Histoire de la deuxième grande banque d'affaires française*, Paris, Plage, 2001, p. 31.

à « Mont Carmel », des « noces [...] brillamment célébrées [...] au milieu de nombreux parents et amis ». Mais rien n'incarne davantage le ciment religieux des familles juives que l'institution consistoriale, qui vient dédoubler l'institution familiale par le système des apparentements (26). Dans ses *Mémoires*, Armand fait la chronique des états de service de sa famille, rappelant que son père Jules « était membre du Consistoire israélite, dont ses collègues le nommèrent Président en 1905 (27), à la mort de [son] beau-père, le docteur Delvaile. » Et c'est tout naturellement qu'il accède, à son tour, à la présidence de cette institution dans l'entre-deux-guerres. Aussi la religion d'Armand Gommès n'est-elle pas celle des rabbins – n'avoue-t-il pas, en usant de la rhétorique déiste la plus aboutie, que Dieu « [lui] a souvent donné une consolation vague, mal définie, étrangère à toute religion et exempte de toute autre foi, supérieure par elle-même à tout ce qu'aurait pu [lui] offrir la pratique de tout culte » ? – mais bien celle des pères, de son père. Ce sont non pas des lunettes supplémentaires, mais des verres d'une autre espèce qui viennent s'ajuster sur les lunettes de la famille. C'est, en revanche, une ligne sacrée qui délimite le cercle de l'intimité familiale et qui désigne, de fait, ceux qui se placent en dehors de ce cercle. Comme le note Philippe Landau, « lorsqu'un Juif abandonne la foi de ses pères, son acte entraîne un drame familial et une rupture, souvent définitive (28) ». Hors-jeu, donc, la poétesse de la famille Gommès, Nelly Léwy-Nounez, dont la conversion au catholicisme, en 1939, cause « une grande peine » à la femme d'Armand, sa tante. Armand ne comprend pas, non plus, comment son ami Raoul Gradis (1861-1943), fils d'Henri, a pu « se [laisser] convertir par son second fils » et cela, « quoiqu'il fût Président du Consistoire ».

Les manifestations religieuses (ou sociales) ne sont donc pas des fins en elles-mêmes. Ce ne sont que des rituels, qu'Armand Gommès utilise pour construire l'institution familiale et légitimer sa domination sur celle-ci. Du reste, la réalisation de cette entreprise requiert d'autres moyens, plus techniques, comme la conquête de la présidence de la Chambre de commerce, une fonction que Gommès exerce de 1920 à 1933, à la suite de « son ami » Félix Domingo. Voilà un domaine qui échappe en grande partie à l'euphémisation des mots et des actes, où les règles du donnant-donnant prévalent sur celles de l'échange de dons. Au total, la vie du banquier Gommès n'existe que « par et pour le capital », une philosophie que résume assez bien l'entrée d'André Frois dans la banque. Après la disparition de son fils unique, Armand fait venir à ses côtés, en 1912, son gendre, dont la venue s'inscrit dans la double reproduc-

tion des liens et des capitaux familiaux. « Et nous avons pris André à la Banque », précise-t-il dans ses *Mémoires*, sans autre forme d'explication. En novembre 1921, au plus fort de la crise de trésorerie que traverse sa maison, il écrit sous le couvert du secret professionnel au directeur de la succursale de la Banque de France de Bayonne, afin de le rassurer : « Mon compte et celui de mon gendre présentent un solde créditeur de 3 100 000 Francs, et ceux de la famille, de 1 600 000 Francs (29). » Des mots qui expriment, sans l'adoucir, la réalité d'une famille dans laquelle les hommes n'existent qu'en tant que parties d'un tout, qui les transcende. Ainsi, au sortir de la Grande Guerre, Armand Gommès pense avoir consolidé le capital symbolique qu'il avait hérité de son père. Ces dîners, ces soirées, ces réunions familiales, communautaires et professionnelles, il les a assumés, dans un seul but : construire une institution familiale solide, fondée sur une solidarité infaillible. La crise peut bien venir, le capital social et économique de la famille permettra de la surmonter sans dommage. Car ce capital est immense, et Gommès n'a aucune raison d'en douter. « J'aimais à constater la cote de notre maison, à Paris et partout », avoue-t-il, dans un morceau de bravoure de la saga familiale. Pourquoi, par ailleurs, faire partie du conseil d'administration de la Société centrale des banques de province, sinon pour « [avoir] l'agréable obligation de [se] rendre à Paris, chaque mois, pour [...] retrouver [ses] aimables collègues » ? Quand la Société centrale s'écroule, en 1921, ce n'est du reste pas la perte d'argent que Gommès regrette, mais la perte d'honneur : « [...] Mes amis et moi faillîmes être entraînés à des responsabilités graves, auxquelles nous pûmes heureusement échapper, laissant bien des plumes ! Plaie d'argent n'est pas mortelle. » C'est donc avec les lunettes de l'honneur que Gommès évalue sa performance et celle des autres – des verres déformants que lui ont confiés les siens, et qui le rendent aveugle en 1921 et en 1931.

« Plaie d'argent n'est pas mortelle. » C'est avec cette maxime en guise de viatique que le banquier Gommès est entré dans la crise, en 1920 et en 1931. La « myopie au désastre » dont il est alors victime est inscrite dans cette euphémisation des dangers que comporte toute prise de risque en matière d'allocation du crédit. Expression d'un monde économique « déréalisé », où la crise n'existe pas, cette euphémisation est aussi l'expression d'un monde économique à l'envers, où la faute est toujours réparable. Si Gommès ne dispose pas des mots idoines pour décrire la réalité économique, c'est peut-être qu'il en a une vision tronquée. Ce ne sont pas les lunettes qui lui viennent de son milieu professionnel qu'il faut incriminer, car les lunettes de la loi de Say n'empêchent pas de garder les yeux ouverts. Ce sont plutôt les deux paires de lunettes personnelles, qui lui viennent de son environnement familial, qui expliquent les distorsions les plus graves

(26) BENARD-OUKHEMANOU Anne, *La communauté juive de Bayonne au XIX^e siècle*, Anglet, Atlantica, 2001, p. 122-123.

(27) En fait 1904.

(28) LANDAU Philippe, *Se convertir à Paris au XIX^e siècle*, Archives juives, 2002, n° 35/1, p. 33.

(29) ABdF, dossier Gommès, lettre du 26 novembre 1921.

entre la réalité et la perception qu'il en a. En premier lieu, les lunettes du père, une sorte de rétroviseur qui érige le passé en modèle d'avenir et encourage la reproduction d'un puissant capital social, dans lequel s'incarnent la griffe et le pouvoir créateur du banquier. Les lunettes de la famille, ensuite, une sorte de longue-vue, qui tend à mesurer le potentiel d'un établissement en fonction de sa capacité à maintenir intacte sa façade d'honorabilité. Combinées l'une avec l'autre, ces deux lunettes ont induit le banquier en erreur, tout en contribuant à le déresponsabiliser. Evoquant, dans ses *Mémoires*, les conditions dans lesquelles s'est effectuée la vente de sa banque à la Société bordelaise de crédit industriel et commercial, en mai 1941, Gommès les juge « honorables », puis il se ravise, estimant que ces

conditions avaient été, finalement, « assez sensiblement inférieures à celles que comportaient la valeur intrinsèque et le standing de [sa] vieille firme ». Erreur funeste du banquier, qui, jusqu'au bout, a conservé ses œillères. Pour expliquer l'aveuglement intellectuel de Gommès, il faut donc recourir à une multiplicité de points de vue : celui de l'économiste, qui s'inspire lui-même de celui du psychologue, celui du psychanalyste et celui du sociologue. Plus que jamais, l'explication des phénomènes économiques repose sur des fragments de discours qui sont autant de regards posés sur la même réalité. S'il veut avoir les mots pour le dire, l'historien doit, lui aussi, chausser les lunettes des autres disciplines.